

Comme l'un des principaux objectifs d'une révision de la politique extérieure et militaire consiste à déterminer les nouveaux facteurs qui influenceront, ou qui influencent déjà la nature du monde dans lequel nous vivons, pour ensuite indiquer dans les grandes lignes la politique que nous devrions suivre, il semblerait que nous ayons à apporter de nombreux changements au cours des années 80. Cependant, aux fins du présent débat, comme critique de la défense de mon parti, je traiterai plus particulièrement de deux questions. Il s'agit des problèmes touchant la sécurité internationale et le pétrole. En un sens, ces deux questions deviennent de plus en plus étroitement liées, vu que la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en pétrole sont loin d'être sûres, et depuis 1970, l'approvisionnement futur en pétrole est devenu du point de vue de la stratégie militaire, à la fois plus important et plus précaire.

Je ne voudrais toutefois pas laisser entendre que la solution au problème de l'approvisionnement futur en pétrole doit, ou devrait être vue d'un point de vue surtout militaire. Au contraire, la meilleure solution qui s'offre au monde occidental, du point de vue du Canada, serait certainement que les pays producteurs de pétrole soient à la fois forts et indépendants, tout en étant en bons termes avec l'occident. Cependant, des facteurs politiques inhérents et aux sentiments nationalistes des populations du Moyen-Orient et aux courants révolutionnaires qui balaient le monde islamique, ont, comme nous le savons tous, dramatiquement modifié la situation en Iran. Au cours de la révolution iranienne, la confusion et la violence ont amené, entre autres choses, une interruption des approvisionnements en pétrole qui non seulement a fait monter les prix, mais qui aurait menacé le fondement des économies de bien des états occidentaux si elle s'était poursuivie.

Bref, si la situation intérieure de l'Iran se détériorait davantage, ou si un autre état islamique et grand producteur de pétrole subissait un bouleversement révolutionnaire semblable, bien des pays du monde, à la fois industrialisés et non industrialisés, seraient durement atteints par l'interruption de l'approvisionnement en pétrole ou seulement par la réduction de l'approvisionnement global.

C'est ici que l'indivisibilité des facteurs politiques, économiques et stratégiques entre alliés devient évident et qu'apparaît la nécessité d'une réévaluation fondamentale tant par le Canada que par ses alliés. En termes brutaux, l'OTAN dépend maintenant et dépendra, aussi loin qu'on puisse prévoir, des approvisionnements de pétrole du Moyen-Orient pour une grande part de ses besoins énergétiques. Si c'est là une de nos principales contraintes à nous et à nos alliés, il faut alors s'en occuper comme d'un problème commun, chercher et mettre en œuvre ensemble les solutions politiques, économiques ou autres qui nous satisfassent tous.

La récente invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique ne laisse plus aucun doute possible sur le changement radical qui est survenu dans la politique soviétique et dont les signes étaient nombreux depuis quelque temps; elle confirme une tendance et constitue la preuve la plus récente que nous devons considérer les anciens rapports de détente comme chose du passé.

La signification de cet événement ne doit pas être sous-estimée. Le Canada et ses alliés ont fondé l'ensemble de leurs politiques à l'égard du bloc soviétique sur l'hypothèse que

L'Adresse—M^{lle} Bégin

depuis la fin de la guerre froide, nous étions parvenus à des rapports plus constructifs et nous avons fini par qualifier cette période de «détente». Bien que les deux superpuissances soient demeurées des adversaires il était entendu qu'il faudrait se mettre d'accord non seulement pour limiter l'accroissement du nombre et des types d'armes nucléaires stratégiques mais aussi pour qu'aucune des deux parties ne se livre à des actes d'agression ouverte, et pour que de part et d'autre personne n'ait recours à la force pour envahir de petits États frontaliers neutres tels que l'Afghanistan.

Cependant avec l'invasion directe de l'Afghanistan, perpétrée sous des prétextes bien peu convaincants, les Russes ont été bien plus loin encore. Pour la première fois depuis 1945, l'Armée rouge a franchi une frontière internationale entre un État communiste et un État non communiste. La différence qui existe entre leurs invasions de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968 et de l'écrasement de la révolution dans ces deux pays est considérable. Dans les deux cas, les Soviétiques pouvaient à la rigueur prétendre agir en vertu de quelque obligation réelle contractée dans le cadre d'un traité et que par ailleurs leur intervention visait à préserver le statu quo.

Par conséquent, ce qui s'est passé en Afghanistan devrait nous inciter tous, Canadiens et membres de l'Alliance, à réévaluer nos politiques futures. Les pays occidentaux, et l'Otan en particulier, devraient voir dans cette crise un exemple de la façon dont leurs intérêts vitaux peuvent être indirectement menacés sans qu'aucune action collective soit possible, semble-t-il. Cela est attribuable à la situation géographique de l'Afghanistan. J'insiste sur le terme «collectif», parce que l'OTAN est une alliance défensive composée d'un grand nombre d'États indépendants. A moins que l'on ne consacre beaucoup de réflexion et d'efforts pour arrêter une politique collective, il est impossible d'agir efficacement, à moins d'un précédent. La zone géographique que les États membres de l'Otan ont délimité comme faisant partie de leur champ de rayonnement exclut une grande partie des routes maritimes servant à acheminer le pétrole du golfe Persique en Europe.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, permettez-moi tout d'abord de rendre hommage à toutes les «Yvettes» du Canada et de leur exprimer mon amitié et ma solidarité. Étant donné que vous occupez le fauteuil en ce moment, je vous demanderais de bien vouloir transmettre mes félicitations à madame le Président et, au nom des «Yvettes», de lui souhaiter tout le succès possible dans ses nouvelles fonctions.

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: Monsieur l'Orateur, étant de l'autre sexe, je vais sans doute tenir des propos qui vous surprendront. Je voudrais dire à la Chambre un mot au sujet des deux rassemblements des «Yvettes». Quoi qu'en disent les analystes, les journalistes et compagnie, la vérité, c'est que les femmes ordinaires, les gens simples, la prétendue minorité silencieuse en ont eu assez d'être humiliés et ont décidé de se faire entendre. C'est de ces gens, de la grande majorité des Canadiens dont je voudrais parler aujourd'hui.